

Alors que la guerre entre dans sa cinquième année, l'armée russe ne se bat plus avec le zèle d'un agresseur convaincu de sa mission historique. Elle se bat parce qu'elle a besoin d'argent et parce qu'elle a peur. Et chez les soldats, ce n'est pas la contestation qui progresse, mais la désillusion.

Ce n'est pas là l'observation d'un analyste extérieur, mais d'une journaliste russe qui, depuis 2022, couvre un des sujets les plus tabous et les plus strictement censurés dans la Russie contemporaine : les hommes qui livrent cette guerre sur le terrain. Chaque jour ou presque, je leur pose des questions impossibles à formuler publiquement en Russie. Pourquoi êtes-vous allés envahir un pays voisin ? Comprenez-vous les objectifs de cette guerre ? Que serait, pour vous, une victoire ?

Il y a quatre ans, les réponses ne se faisaient pas attendre. Et elles reprenaient les discours de la télévision publique russe : Kiev allait tomber ; des milliers de « nazis » allaient être expulsés ; la Russie allait prouver qu'elle est l'armée la plus puissante au monde. En ces premiers mois, hivernaux, de l'année 2026, la réponse la plus fréquente est le silence.

En 2022, de nombreux soldats parlaient d'une victoire triomphale et rapide. En 2023 et 2024, cependant, ils étaient contraints de s'adapter à la réalité : l'armée russe n'était manifestement pas la plus puissante au monde. Et, le plus souvent, elle se battait contre des drones. « Vous ne comprenez pas : c'est une guerre de robots. Nous n'étions pas préparés à cela », m'a crié un jour un parachutiste au téléphone, alors qu'il tentait de désertre – en vain. Il n'y est pas parvenu.

La corruption mine le moral de l'armée
Depuis 2025, l'émotion qui domine chez les soldats, qu'ils soient mobilisés ou sous contrat, c'est le désespoir. Et les petites « victoires » officielles sur le champ de bataille n'y font rien. Un jour, un pilote de drones posté près de Kharkiv m'a expliqué comment, sur plusieurs fronts, l'armée « gagne à crédit » : elle déclare avoir conquis des localités ou des positions stratégiques avant même de l'avoir fait. Dans une course folle aux médailles et aux promotions, les généraux revendiquent la prise de territoires ; ensuite, ils font des pieds et des mains pour réellement prendre ces territoires avant l'arrivée des inspecteurs. Parfois, ces « conquêtes » se résument dans la réalité à un drapeau planté, l'espace de quinze minutes, à la lisière d'une localité – tandis que la localité, elle, continue de faire l'objet de combats.

La corruption mine un peu plus encore le moral de l'armée. En 2026, la publication de photographies d'un appartement de deux pièces aménagé dans les tranchées pour les officiers – avec écran géant,

chauffage au sol et aquarium, le tout financé par les soldats – n'étonne même plus. Lorsque, en 2024, les autorités régionales russes ont porté le montant des primes d'engagement à plusieurs millions de roubles [1 million de roubles équivaut à 10 900 euros environ], de nombreux Russes, pour qui des sommes plus modestes représentent déjà beaucoup, se sont enrôlés. Plusieurs m'ont tenu ce genre de discours : « Dans la vie civile, j'ai tout raté. Je ne gagnerai jamais autant ailleurs que dans l'armée. C'est ma seule chance. »

Ce qu'ils n'ont pas anticipé, en revanche, c'est que la guerre allait leur reprendre leur argent. Le premier million, souvent, sert à échapper à une « boucherie » – ces missions quasi suicidaires que doivent réaliser les nouvelles recrues – à moins de payer. S'ils ne veulent pas aller au front en baskets, les soldats n'ont d'autre choix que d'acheter leurs équipements. Les unités doivent par ailleurs

“
S'ILS NE VEULENT PAS ALLER AU FRONT EN BASKETS, LES SOLDATS N'ONT D'AUTRE CHOIX QUE D'ACHETER LEURS ÉQUIPEMENTS

pour les universités. Un autre scénario est évoqué, moins rémunérateur, fondé sur la modulation des frais selon les revenus du foyer, qui générerait une augmentation des ressources de 500 millions d'euros.

Philippe Baptiste reste évasif. « Il n'y aura pas, à la rentrée prochaine, d'augmentation des droits d'inscription pour les étudiants français », a-t-il affirmé sur Franceinfo le 13 février. « Nous ne pouvons pas mettre en place une telle réforme à court terme car les conditions ne sont pas réunies à ce jour », répondait-il au sénateur socialiste de l'Essonne David Ros lors des questions au gouvernement le 11 février.

Arbitrage ministériel secret

Mais le ministre ne rejette pas l'idée. Il estime même qu'il s'agit d'« un débat légitime ». « Mais cette décision ne peut pas être prise sans en apprécier l'impact et sans un débat largement partagé », a-t-il ajouté au Sénat. La campagne présidentielle de 2027 est le moment idoine, répète-t-il en privé.

Pour l'heure, la grande affaire du début de 2026 est celle des « assises du financement des universités », que Philippe Baptiste a ouvertes le 9 février en conviant les acteurs de la communauté. Son credo : « Faire la paix des chiffres et arrêter de se chamailler sur les montants des subventions du ministère, afin d'analyser ce qui a fonctionné ou non et de proposer de nouvelles modalités de financement », avait-il indiqué aux présidents d'université, fin décembre 2025. La situation l'exige, alors que presque toutes les universi-

tés ont voté un budget en déficit pour 2026 et que le niveau de dépense publique par étudiant, en euros constants, ne cesse de baisser depuis les années 2010.

À l'automne 2025, au moment des débats budgétaires au Sénat, le ministre de l'enseignement supérieur avait ironisé lors de son audition. « Ce n'est pas Zola non plus », avait-il jugé, suscitant un tollé parmi les universitaires. « La situation de mon université, c'est bien du Zola », a rétorqué le 26 janvier, dans une lettre au chef de l'Etat dévoilée par *Le Monde*, Anne Fraïsse, présidente de l'université Paul-Valéry à Montpellier. L'établissement compte parmi les moins dotés, 11 départements disciplinaires fonctionnant avec seulement 50 %, voire 40 %, d'enseignants titulaires.

Le système actuel d'allocation des moyens est critiqué de toutes parts. Les dotations annuelles des universités résultent d'un arbitrage ministériel tenu secret. « Pour un étudiant de même discipline, une université peut recevoir deux fois moins qu'une autre. Pourquoi ? Personne ne le sait », illustre Anne Fraïsse dans sa lettre.

Dans une note du Conseil d'analyse économique en 2021, les économistes Gabrielle Fack et Elise Huillery avaient estimé que les coûts moyens varient de 1 à 4 entre une année de licence et une année en classe préparatoire. De même entre les disciplines, selon qu'elles appartiennent aux sciences dures ou aux sciences humaines et sociales. La différence de financement tient surtout aux taux d'encadrement : en licence, il n'y a que 3,5 en-

sont parmi les citoyens les plus critiques en Russie – en privé, en tout cas. Mais la peur, la dépendance financière et l'absence de perspective leur lient les mains. Certains sont furieux contre Poutine – ils se sentent trahis dès qu'est évoquée l'idée de négociations. D'autres comprennent qu'il ne suffirait pas de geler la ligne de front pour qu'ils rentrent chez eux. L'Etat n'a vraisemblablement pas envie de relâcher d'un coup dans la vie civile des centaines de milliers d'hommes armés, dont beaucoup ont subi de lourds traumatismes. Et il faudra de toute façon des hommes pour surveiller les territoires occupés. Par les temps qui courent, la dépression et le fatalisme sont plus courants que la révolte. Et beaucoup ne voient pas de vie possible en dehors de la guerre. Alors ils continuent.

La guerre d'agression contre l'Ukraine dure depuis plus de quatre ans, et l'armée russe ne s'est toujours pas effondrée. Elle s'est adaptée. Elle s'est transformée. Autrefois portée par les idées, c'est aujourd'hui une institution mue par l'argent et la peur. Une armée qui se bat sans conviction risque de perdre de son élan, certes, mais elle n'en devient que plus cynique, et plus violente. Voilà donc l'armée que l'Europe combat en 2026. ■

*Traduit de l'anglais par
Valentine Morizot*

Olessia Gerassimenko
est une journaliste d'investigation russe indépendante

Droits d'inscription, le tabou du financement des universités

PRESQUE TOUTES LES UNIVERSITÉS ONT VOTÉ UN BUDGET EN DÉFICIT POUR 2026, ET LE NIVEAU DE DÉPENSE PUBLIQUE POUR L'ÉTUDE NE CESSE DE BAISSER

C'est un rapport que l'on s'est passé sous le manteau pendant plus d'un an. Commandé en décembre 2022 par l'ex-ministre de l'enseignement supérieur Sylvie Retailleau, il avait été remis en janvier 2025 à l'un de ses successeurs, l'actuel ministre, Philippe Baptiste. Celui-ci ne l'avait pas rendu public, jusqu'au 16 février 2026 : discrètement, le rapport a été mis en ligne, sans aucune communication officielle.

Dans ce document intitulé « Modèle économique des établissements publics de l'enseignement supérieur », l'inspection générale des finances et l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche fustigent l'importante part de la dotation publique dans le budget des établissements (76 %), ce qui ne les inciterait pas à la « performance ». Il manque aux universités des « ressources propres », et, pour y remédier, les inspections générales prônent une augmentation des droits d'inscription des étudiants. Les montants actuels de 178 euros pour une année en licence et 254 euros en master n'ont rapporté que 500 millions d'euros en 2023 (2,7 % des recettes) et sont sans commune mesure avec le coût des formations.

La hausse des droits d'inscription, fixée par arrêté ministériel, serait accompagnée d'un renforcement des prêts étudiants garantis par l'Etat et d'une réforme des bourses. Résultat : plus de 2,5 milliards d'euros par an

seignants-chercheurs pour 100 étudiants, contre 8,9 en IUT et 9 en école d'ingénieurs. Un tel sous-investissement explique en grande partie le faible taux de réussite observé en première année de licence. Les erreurs d'orientation sont courantes et « l'arrivée à l'université, pour certains étudiants qui n'y sont pas prêts, peut ressembler à la découverte d'un autre continent », estime Bruno Fiorio, vice-président de CY Cergy Paris Université, où un quart des étudiants sont issus d'une famille dont les deux parents n'ont pas fait d'études supérieures. Entre 2010 et 2020, les effectifs d'étudiants ont augmenté de 20 %, passant de 2,3 à 2,8 millions, quand le nombre d'enseignants diminuait de 2 %. Parmi les bacheliers de 2020, seulement 40,3 % ont obtenu leur diplôme de licence, soit une baisse de 5,4 points par rapport aux bacheliers de 2019 et de 6,6 points par rapport à ceux de 2018, selon une note des services statistiques du ministère de l'enseignement supérieur, de novembre 2025. Les universités sont les seules formations à recevoir tous les publics, donc tous les profils. Assurer une mission de service public devient alors aussi une « performance ». Avant d'évoquer la question sulfureuse des droits d'inscription, il serait normal que le nombre d'emplois d'enseignants-chercheurs accordé à chaque université – dont le ministère est seul comptable auprès de Bercy – tienne compte des réalités de terrain. ■

SOAZIG LE NEVÉ (SERVICE SOCIÉTÉ)